

LE COMMENTAIRE DE **PAUL FABRA**

Comptes publics équilibrés = confiance

On vient encore d'en avoir la confirmation avec le lancement par le président de la République en personne d'un « fonds souverain », la France n'a pas, ou n'a pas encore, de politique économique pour affronter la crise. Le pouvoir réaffirme les objectifs proclamés pendant sa campagne présidentielle. L'opinion publique sceptique est par ailleurs invitée à partager une illusion qui ne mène nulle part.

Les objectifs, approuvés par le suffrage universel, ne sont pas en cause. Nicolas Sarkozy a dit à Anney : « *Un pays qui n'a plus d'industrie, c'est un pays qui se prépare à laisser partir ses services... Je ne veux pas faire de la France une réserve de touristes.* » Pour remplir sa fonction défensive, le fonds aurait besoin d'être richement doté dès sa naissance. Ne devrait-il pas être mis en position de souffler à tout éventuel « attaquant » extérieur n'importe quelle société française jugée « stratégique » ?

Toutefois, un pays lourdement et doublement déficitaire (de ses finances publiques, de sa balance des paiements) ne peut pas « créer » de toutes pièces un fonds du genre de ceux auxquels s'est référé le chef de l'Etat. Il ne peut, pour essayer de satisfaire sa nouvelle ambition, que s'endetter davantage. Pour des montants dérisoirement insuffisants : les 6 milliards qui vont être empruntés moitié par le Trésor et par la Caisse des Dépôts. En déclarant à Anney : « *Ce que les producteurs de pétrole font, ce que les Chinois font, ce que les Russes font, il n'y a pas de raison que la France ne le fasse pas au service d'une politique industrielle digne de ce nom* », le

président a abusé de la rhétorique. Sans parler ni des Chinois ni des Russes, le fonds souverain du seul émirat d'Abu Dhabi (500.000 habitants) porte sur quelque 700 milliards de dollars d'actifs ; celui du gouvernement de Singapour (4 millions d'habitants) sur 200 à 250 milliards de dollars. Rien à voir avec les 20 milliards de dotation au FSI, dont 14 de participations de l'Etat déjà existantes.

Le pouvoir s'est exprimé comme s'il s'était donné les moyens d'exécuter le programme annoncé. Son chemin est déjà passablement encombré par de semblables semi-tentatives de résolution des problèmes brûlants. Le bouclier fiscal ne fera pas revenir les expatriés de l'ISF ; en exoné-

chance à l'Europe ! Cette illusion consiste à croire qu'on sortira de la crise en sacrifiant à des mesures d'urgence.

Il y aura trois mois au 15 décembre que la BCE, tous les jours sans exception, assure l'approvisionnement des banques en liquidités. Mais la profession n'est pas encore mûre pour attendre autre chose qu'un retour aux pratiques « performantes » d'hier. Voilà pourquoi le retour à la confiance réciproque se fait attendre !

Une relance budgétaire donnerait-elle un sursaut à l'activité économique ? Peut-être. Le revers de la médaille, curieux que les néoconservateurs n'y pensent jamais, serait qu'une part encore plus énorme de l'épargne irait au financement des déficits

Pour sortir de la crise, mieux vaut se rapprocher d'Angela Merkel que de Gordon Brown.

rant de cotisations sociales les heures supplémentaires, la loi Tépà a consolidé un mode d'intervention inspiré par le patronat et condamnant les finances publiques au déficit permanent. Illustrée par ces trois exemples dramatiques, la désinvolture au sujet des réalités financières apparaît comme un obstacle majeur au renforcement des structures de l'économie française face à la crise.

Quant à l'illusion qui ne mène nulle part, elle est partagée par la France, la Grande-Bretagne et, bien sûr, par l'administration Bush. Mais pas (ou beaucoup moins) par Angela Merkel et son ministre des Finances social-démocrate, et cela donne une

publics. La reprise cruciale de l'investissement privé serait étouffée dans l'œuf. Seul un Etat responsable aurait des chances de rétablir la confiance perdue des investisseurs et, au-delà, des ménages. Il renoncerait aux facilités et aux mythes qui nous ont valu trente années de déficits publics consécutifs. Il supprimerait un bon nombre de dépenses fiscales, les subventions déguisées sous forme de dégrèvements. Les experts s'étonneraient de la rapidité avec laquelle les finances publiques reviendraient à l'équilibre. Faisons un pari : on n'échappera pas à une difficile opération d'assainissement faite à chaud. Il y va sans doute du succès ou de l'échec du quinquennat.